

L'actualité sociale de ces dernières semaines a été très marquée par deux faits très liés entre eux : les attaques virulentes de la CGT contre la CFDT et la série des journées dites d'actions : 24 avril - 1^{er} mai - 13 mai - 23 mai.

Certains dirigeants de la CGT ne se privent pas pour soutenir la thèse suivante : nous avons eu raison de faire le 24 avril et de continuer à faire pression sur la CFDT puisque nous sommes parvenus à l'entraîner dans l'action alors qu'elle ne voulait pas lutter.

Ce raisonnement simplificateur semble rencontrer un certain écho dans les rangs des syndicats. Pourtant, il comporte un vice au départ qui le rend peu crédible quand on prend la peine d'examiner les faits : il laisse de côté ce qui est fondamental : quel type de mobilisation, pour quelles actions ; quelle unité pour quelle dynamique et surtout pour quel résultats.

La série des journées d'action intervient dans un contexte où le mécontentement des travailleurs s'amplifie. Sans déboucher dans la période sur des vagues de grèves, la colère accumulée par les multiples attaques du pouvoir et du patronat n'en existe pas moins et s'est même incontestablement développée avec les tentatives gouvernementales contre la sécurité sociale, la répression contre les militants et les travailleurs qui luttent...

C'est une donnée de la situation actuelle.

Sur le plan politique, les relations n'ont cessé de se dégrader entre les partis de gauche. La direction du PCF poursuit inexorablement son entreprise de critiques et d'attaques contre tous ceux qui ne sont pas d'accord

avec elle, accusés pêle-mêle d'être pour le consensus, de freiner les luttes, de faire le jeu des patrons... La transposition de cette ligne de conduite dans le syndicat empoisonne les relations, les échanges entre militants et rend souvent problématique, voire impossible l'organisation commune de la lutte. Il ne s'agit pas ici de «blanchir» la direction de la CFDT ou de faire l'impasse sur l'ambiguïté de certaines de ses propositions ou sur le caractère franchement négatif des positions d'un certain nombre de ses dirigeants ou organisations. Mais partons des faits.

Partir des faits

Les faits, justement, n'indiquent pas que, dans l'ensemble,

les militants de la CFDT seraient engagés dans la collaboration de dans le consensus à la Giscard, pas plus qu'ils n'indiquent que, dans l'ensemble, les militants de la CGT seraient engagés dans la voie de la lutte résolue sur une juste base de classe et conduiraient partout des actions déterminées et souvent victorieuses. Les choses sont un peu plus compliquées quand, encore une fois, on ne se laisse pas impressionner par le déluge d'invectives et de mises en demeure, mais que l'on regarde ce qu'il en est vraiment de la réalité, quand on examine vraiment les faits.

Il y a, en fin de compte, des militants de part et d'autre, qui cherchent à surmonter les difficultés pour mobiliser les travailleurs, surmonter les divisions de

A propos des journées d'action

toutes sortes, rassembler patiemment et avec opiniâtreté les conditions pour mener des luttes et remporter des victoires.

Quels résultats ?

La série des dernières journées d'action a commencé le 24 avril. Décidée en toute hâte, elle devait, dans l'esprit de la direction GGT qui l'avait organisée seule, être le point de départ d'une série de luttes et d'actions diversifiées. Peut-on dire que ce plan s'est réalisé ? Assurément, il y avait pas mal de monde le 13 mai pour la manifestation contre la loi Berger ; plus que le 24 avril. Il y en avait nettement moins le 23 contre la convention médicale.

Notons au passage que l'unité d'action en elle-même ne règle pas tous les problèmes, puisque la manifestation la moins nombreuse, fut celle du 23 mai, la seule organisée complètement en commun par la CGT, la CFDT et la FEN. Au-delà de ce point, un malentendu important continue d'exister : peut-on seulement mesurer le «niveau des luttes et de la combativité ouvrière» à l'ampleur de ces journées ? Il est parfaitement exact, et d'ailleurs logique, qu'un développement des luttes trouve une répercussion dans ce type de journées. La réciproque est moins évidente. A vrai dire, il n'y a pas d'exemple où les journées d'actions aient permis l'enclenchement d'un processus débouchant sur un développement réel de grèves. Le vieux débat «journées tremplins ou journées étouffoir» a été tranché par les faits au profit du second terme de la contradiction dans la très grande majorité des cas. Il risque fort d'être ainsi à nouveau puisque aussi bien, le relatif insuccès du 23 mai ne va pas inciter les directions syndicales à faire preuve d'audace et aura sûrement eu pour effet de refroidir nombre de militants.

Un autre critère, décisif celui-là, est évidemment de prendre la

mesure des résultats obtenus. De ce point de vue, qu'en est-il des 13 et 23 mai ? Certains ont imputé le retrait de la loi Berger par son auteur à la journée du 13. Certainement, cela y a contribué ; dans quelle mesure ? Les choses sont moins simples. En fait, ce projet avait réussi l'exploit de faire l'unanimité contre lui, y compris dans les milieux de la droite. Le gouvernement ne pouvait raisonnablement pas, sauf à se créer de sérieuses complications, maintenir contre tout le monde, ce projet de loi. Il est évidemment très exagéré de mettre le recul provisoire du gouvernement à l'actif unique-ment de la journée du 13 mai comme n'ont pas hésité à le faire plusieurs hauts dirigeants syndicaux.

Quant à la nouvelle convention médicale, il semble bien que son application soit irrémédiable.

Arrêter les faux débats

Constater tout cela revient-il à dénigrer toute action, même de portée limitée, suivie par les travailleurs ? Certainement pas ! Seulement à en montrer les limites et le chemin qui reste à faire pour réellement marquer des points contre ce gouvernement et ce patronat. On ne peut en effet rester éternellement prisonniers du dilemme dans lequel certains tentent de nous maintenir : il faut faire 24 heures car les travailleurs ne sont pas prêts à aller plus loin et ceux qui ne veulent pas faire 24 heures sont ceux qui sont contre la lutte, pour le consensus.

En fin de compte, le vrai problème est ailleurs. Il est dans la prise en compte des problèmes et des difficultés pour la mobilisation non pour les ériger en obstacles infranchissables mais pour rechercher des solutions, faire des propositions ; dans l'unité et pour l'efficacité.

Gérard PRIVAT



Du 13 au 23 mai : participation plus faible

Dans la foulée du 13 Mai et du recul gouvernemental sur la loi Berger, les confédérations CGT-CFDT-FEN étaient parvenues à se mettre d'accord pour organiser le 23 mai, un autre «temps fort» contre le projet de convention visant à instituer une médecine de riches et une médecine de pauvres, établi avec le concours d'organisations minoritaires comme FO ou la FMF (fédération des médecins de France). Dans ce cadre, les organisations parisiennes des trois confédérations avaient appelé à un rassemblement permanent de 11 heures à 14 heures au pied de la tour Montparnasse, là où devait se discuter le jour même le fameux projet.

Quelques incertitudes avaient plané sur l'état de la mobilisation dans les jours précédents le 23 Mai. Le renfort de dernière heure apporté par le mot d'ordre de la CSMF (confédération des syndicats de médecins français) avait permis par exemple au CCN (comité confédéral national) de la CGT réuni à ce moment-là, de lancer un appel à «élever le niveau de l'action». Malgré cela,

l'initiative du 23 Mai n'aura pas été à la hauteur — loin s'en faut — de celle du 13.

Vers 11 heures, alors que les premières banderoles se mettaient en place, des groupes de militants commençaient à converger vers le parvis de la tour encore quasiment désert. Il a fallu attendre le tout début de l'après-midi pour observer une densité nettement plus forte. Il est toujours difficile, dans ce type de rassemblement d'évaluer le nombre de participants. Cependant, tout le monde s'accorde à dire qu'il était sensiblement inférieur à celui observé dix jours avant, pour la manifestation contre la loi Berger. C'est un point qui interpelle très directement les organisateurs, et plus spécialement ceux qui se font les ardents défenseurs de ce type d'action.

Autres choses remarquées dans cette initiative, la participation assez nombreuse de militants CFDT, les relatifs applaudissements à la délégation du PCF et les quelques sifflets pour celle du PS.

Le rassemblement prévu aussi pour permettre la tenue de discussions et débats n'aura pas non plus de ce point de vue rempli pleinement son objectif. De débats fort peu ; de nombreux militants, il faut bien le dire, ne se retrouvaient pas bien sur ce parvis, où il fallait attendre, tournaient un peu en rond, déconcertés par ce cadre inhabituel rompant avec le confort traditionnel et sécurisant des défilés où les mots d'ordre sont déjà prêts. On les sentait nettement plus à l'aise dans la manifestation qui clôturait le rassemblement.

On ne sait si, à l'instar du 13 Mai, chacun aura fait ses comptes le soir du 23. Il est certain en tout cas qu'il manquait des points. Et que l'on ne vienne pas nous expliquer que «c'est la faute des autres» ou que «les travailleurs n'ont pas complètement saisi l'enjeu». Les réponses sont beaucoup plus à rechercher dans les actions proposées, le type de mobilisation effectuée, les politiques suivies par les confédérations.

